

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2023

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2023

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2023, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission du FMI de septembre 2023.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2023 s'élèvent globalement à **11.016,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 11.133,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 99%.

Les réalisations de ressources comprennent **6.008,3 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **5.008,1 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Concernant les recettes fiscales, le niveau de recouvrement ressort à **5.507,9 milliards de FCFA** à fin décembre 2023, avec un écart négatif de 161 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 5.668,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,2%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **1.377,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.469,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 91,1 milliards de FCFA principalement en lien avec une baisse plus forte que prévue des prix unitaires (-7,3% contre une prévision de -3,2%) et le niveau moins élevé des volumes à l'importation par rapport aux prévisions concernant certains importants produits tel que le riz (1.311.463,1 tonnes pour un objectif de 1.784.575,1 tonnes) ;
- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été encaissées à hauteur de **354,1 milliards de FCFA** contre un objectif de 429,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 75,1 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement dû au niveau moins élevé que prévu de la taxation sur le gasoil (79,6 FCFA/litre pour un objectif de 117,9 FCFA/litre), ainsi qu'aux volumes mis à la consommation moindres que prévus (1.446,9 et 1.397,0 millions de litres en réalisation pour des prévisions de 1.572,2 et 1.578,9 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **445,5 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 43,1 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 488,6 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un volume à l'exportation du cacao moins élevé que projeté (2.077.699 tonnes en réalisation pour un objectif de 2.173.600 tonnes) et un prix CAF inférieur à l'objectif (1.297,3 FCFA/kg en réalisation pour un objectif de 1.437,8 FCFA/kg) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **633,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 656 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 22,1 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte d'un niveau moins élevé que projeté du taux de croissance économique (9,3% en réalisation contre 9,9% initialement projeté), ainsi que du retard observé dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication qui devrait rapporter 11,7 milliards de recettes de TVA supplémentaires ;
- **les droits d'enregistrement café-cacao** ont été encaissés à hauteur de 99,4 milliards de FCFA, avec un écart négatif de 16,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 116 milliards de FCFA. Cet écart négatif s'explique, d'une part, par un prix CAF de référence inférieur aux prévisions (1.297,3 FCFA/Kg en réalisation contre une prévision de 1.437,8 FCFA/Kg) et, d'autre part, par un niveau moindre que prévu des quantités exportées (2.173.600 tonnes en réalisation contre 2.077.699 tonnes en prévision) ;
- **la taxe sur les télécommunications** a été collectée à hauteur de **59,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 71,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 11,6 milliards de FCFA essentiellement dû au retard observé dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication dont l'impact sur les recettes attendues de cette taxe a été évalué à 19 milliards de FCFA.

Toutefois, l'effet des résultats susmentionnés a été atténué par les performances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment **des revenus du pétrole et du gaz** (+65,3 milliards de FCFA en lien avec la réalisation non initialement prévue d'un second enlèvement de pétrole au profit de l'Etat), de **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** (+35,5 milliards de FCFA en lien avec la bonne performance enregistrée au niveau de l'IRVM), et de **l'impôt sur revenus et salaires** (+4,6 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **183,6 milliards de FCFA** pour un objectif de 152,6 milliards de FCFA soit un écart positif de 31 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique principalement par un niveau plus élevé que prévu des dividendes (+17,9 milliards de FCFA), des recettes de services (+8,1 milliards de FCFA), ainsi que l'encaissement de 6,6 milliards de FCFA de bonus de signature du secteur pétrolier non initialement prévus. Les recettes non fiscales comprennent également 43,2 milliards de FCFA issus de revenus du domaine, 10,2 milliards de FCFA pour le Fonds d'Investissement en Milieu Rural et 0,1 milliard de FCFA de redevance de téléphonie mobile.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **316,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 321,7 milliards de FCFA. Ils comprennent **199,7 milliards de FCFA** de dons-programmes et **117,1 milliards de FCFA** de dons-projets.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **2.594,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 2.615,6 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique par le durcissement des conditions de marchés observées au cours des premiers mois de l'année en lien avec notamment les effets cumulés des relèvements des taux directeurs et le passage aux adjudications à taux variables. Les ressources issues des émissions de titres publics comprennent 1.046 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 742,6 milliards de FCFA de bons du Trésor, 456,1 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI) et 349,6 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Les transferts des entreprises, correspondants aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **13,5 milliards de FCFA** dont 9,4 milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan, 2,7 milliards de FCFA du Fond National de l'Eau et 0,9 milliard de FCFA de Air Cote d'Ivoire.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs encaissés à hauteur de **0,4 milliard de FCFA**, proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **2.399,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 2.340,9 milliards de FCFA. Elles comprennent **1.421,2 milliards de FCFA** d'emprunts-projets et **978,7 milliards de FCFA** d'emprunts-programmes dont 602,2 milliards de FCFA du FMI, 184,6 milliards de FCFA de la BAD et 105 milliards de FCFA de l'AFD.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2023, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **11.347,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 11.484,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,8%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **1.319,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.226,2 milliards de FCFA soit un dépassement de 93,6 milliards de FCFA principalement en lien avec l'augmentation continue des taux d'intérêts variables (Euribor) et l'impact du durcissement des conditions monétaires. Elles comprennent 733,4 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 586,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **2.246,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 2.241,4 milliards de FCFA.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **108,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 116,9 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (87,1 milliards de FCFA), de téléphone (11,9 milliards de FCFA) et d'eau (9,2 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **830,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 828,3 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19, au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **695,2 milliards de FCFA**, pour une prévision de 648,2 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent la subvention aux écoles privées (165,2 milliards de FCFA), les bourses et pécules (95,4 milliards de FCFA),

les subventions aux EPN (121 milliards de FCFA), aux collectivités (29,4 milliards de FCFA) et au secteur électricité (24 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **57 milliards de FCFA** contre 46,8 milliards de FCFA initialement prévus, en lien avec la poursuite jusqu'en juin, des actions du plan de riposte sanitaire initialement prévues s'arrêter en mars.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **302,3 milliards de FCFA** contre 302,8 milliards de FCFA prévus.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **3.228,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 3.454,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,5%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que quatre (04) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieur à 75% et trente-trois (33) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieur à 75%.

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **2.559,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 2.620,1 milliards de FCFA, en raison essentiellement de la variation à la baisse de certains cours notamment le dollar US, par rapport aux hypothèses initiales ayant servies aux prévisions du service de la dette publique. Cet écart s'explique également par le non-décaissement de certains prêts-projets en lien avec une évolution moindre qu'attendue, du niveau d'exécution des projets correspondants.

Concernant les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** ainsi que les **dépenses sociales spécifiques**, elles se sont établies respectivement à **3.497,4 milliards de FCFA** et à **970,3 milliards de FCFA** à fin décembre 2023, au-dessus des objectifs planchers respectifs de **3317,6 milliards de FCFA** et de **949,2 milliards de FCFA**.

Le déficit budgétaire à fin décembre 2023 ressortirait ainsi à **2.508,1 milliards de FCFA** (5,2% du PIB) pour un niveau plancher annuel fixé à 2.513,9 milliards de FCFA.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au cours de l'année 2023, s'est déroulée dans un environnement mondial marqué par le durcissement des conditions financières. Elle affiche un niveau relativement moins élevé que prévu de mobilisation des ressources et une maîtrise de l'exécution des dépenses.

Ces réalisations ont permis de garantir le respect des engagements de l'Etat pris dans le cadre du programme économique et financier, notamment relatifs au recouvrement des recettes fiscales et au solde budgétaire global.

Les efforts seront maintenus en 2024 en vue de poursuivre l'amélioration de la performance du recouvrement des ressources, de consolider la maîtrise des charges de fonctionnement et d'accélérer la consommation des crédits d'investissement, afin de garantir l'atteinte des objectifs de développement du Gouvernement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin décembre 2023, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin décembre 2023)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Fin décembre 2023			DEPENSES	Fin décembre 2023		
	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	5 505,6	5 668,8	5 507,9	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 167,0	1 226,2	1 319,8
- DGI	3 135,8	3 214,4	3 266,0	Dettes intérieure	592,2	579,9	586,4
- TRESOR	12,6	12,8	13,8	Dettes extérieure	574,8	646,2	733,4
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 357,2	2 441,7	2 228,0				
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	115,9	152,6	183,6	PERSONNEL	2 241,4	2 241,4	2 246,4
Recettes non fiscales Trésor	63,1	97,6	123,6	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	767,8	945,2	938,8
Revenus du domaine DGI	44,9	47,1	43,2	Abonnement	116,9	116,9	108,2
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	6,6	Autres achats de biens et services	650,9	828,3	830,5
Licences de télécommunication	0,1	0,1	0,1				
Fonds d'investissement en milieu rural	7,8	7,8	10,2	TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections)	780,1	648,2	695,2
Autres recettes non fiscales		0,0	0,0	Subvention au secteur électricité	21,0	21,0	24,0
				Autres transferts	759,1	627,2	671,2
DONS	321,7	321,7	316,8	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	10,0	46,8	57,0
Dons programmes	202,4	202,4	199,7	Plan de riposte contre le Coronavirus	10,0	46,8	57,0
AFD (C2D)	199,7	199,7	199,7				
GVT Espagnol (PCD)		0,0	0,0	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	212,0	302,8	302,3
UE	2,6	2,6	0,0	sur financement intérieur		302,8	302,3
BEI							
Dons projets	119,3	119,3	117,1	INVESTISSEMENT	3 203,4	3 454,2	3 228,6
				- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 527,4	1 597,8	1 690,3
				Projets C2D et PCD	199,7	118,2	140,7
				Investissement FIMR	7,8	7,8	10,2
				Fonds d'Entretien Routier	280,9	270,1	279,8
				Autres investissements	1 038,9	1 201,7	1 259,6
				- Financement extérieur des projets	1 676,1	1 856,4	1 538,3
				Emprunts-projets	1 556,7	1 737,1	1 421,2
				Dons-projets	119,3	119,3	117,1
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 943,2	6 143,1	6 008,3	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	8 381,7	8 864,8	8 787,9
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	4,5	4,5	0,4	Amortissement de la dette publique	2 576,5	2 620,1	2 559,4
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	29,2	29,2	13,5	Dettes intérieure	1 486,5	1 547,8	1 537,3
				Dettes extérieure	1 089,9	1 072,4	1 022,1
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 104,6	2 615,6	2 594,3				
Emprunts obligataires		842,1	456,1				
Bons et obligations du Trésor		1 556,2	1 788,6				
Eurobonds	540,0	217,2	349,6				
Autres emprunts à moyen et long termes							
Emprunts programmes	320,0	603,8	978,7				
FMI		603,8	602,2				
Banque Mondiale		0,0	184,6				
Banque Africaine de Développement		0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)		0,0	105,0				
Allemagne		0,0	0,0				
JICA			41,0				
Autres(OFID)			45,9				
Emprunts-projets	1 556,7	1 737,1	1 421,2				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 015,0	4 990,2	5 008,1	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	2 576,5	2 620,1	2 559,4
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	10 958,2	11 133,3	11 016,4	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 958,2	11 484,9	11 347,3

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2023)

En milliards de FCFA

LIBELLES	DECEMBRE 2023		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	5 668,8	5 507,9	-161,0
<u>DGI</u>	<u>3 214,4</u>	<u>3 266,0</u>	<u>51,7</u>
Impôts directs	1 733,1	1 818,1	84,9
Impôts sur bénéfices	856,1	901,7	45,5
BIC pétrole et gaz	77,4	123,0	45,6
- BIC pétrole	27,7	71,3	43,6
- BIC gaz	49,7	51,7	2,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 655,7	1 695,1	39,3
- BIC hors pétrole	722,1	732,4	10,3
- Impôt synthétique et AIRSI	38,7	32,5	-6,2
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	17,9	13,7	-4,2
- Impôts sur revenus et salaires	709,5	713,4	3,9
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	167,5	203,0	35,5
Impôts indirects	1 481,2	1 448,0	-33,3
TVA (hors part secteur électricité)	655,5	633,9	-21,6
TVA Exonerée	123,0	118,6	-4,4
TOB	113,4	114,6	1,2
Taxe sur boissons et tabacs	90,1	89,5	-0,6
Droits d'enregistrement et de timbre	257,2	244,0	-13,1
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>116,0</i>	<i>99,4</i>	<i>-16,6</i>
Patentes et Licences	47,4	49,3	1,8
Taxe d'exploitation pétrolière	11,8	30,5	18,7
Taxe d'exploitation du gaz	21,3	22,3	1,0
Taxe sur les télécommunications	71,3	59,7	-11,6
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	34,7	28,3	-6,4
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	2,2	1,9	-0,3
Taxe ad valorem	52,0	54,0	2,0
Accises et autres taxes indirectes	1,3	1,2	0,0
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>
<u>TRESOR</u>	<u>12,8</u>	<u>13,8</u>	<u>1,0</u>
Impôts directs	11,5	12,2	0,7
Impôts sur revenus et salaires	11,5	12,2	0,7
Impôts indirects	1,3	1,6	0,3
Timbres et vignettes	1,3	1,6	0,3
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>2 441,7</u>	<u>2 228,0</u>	<u>-213,7</u>
Droits et taxes à l'importation	1 898,2	1 732,0	-166,2
Taxes sur produits pétroliers	429,1	354,1	-75,1
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1 469,1	1 377,9	-91,1
Taxes à l'exportation	488,6	445,5	-43,1
TVA Exonerée	54,9	50,5	-4,4

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2023	Exécution fin décembre 2023	Taux d'exécution fin décembre 2023
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	50 835 095 886	15 767 166 876	31,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	4 411 881 269	1 755 342 677	39,8%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	661 535 669 809	422 851 262 368	63,9%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	3 677 075 925	2 531 481 282	68,8%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	18 947 902 158	14 564 256 749	76,9%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	196 112 177 904	152 013 318 447	77,5%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	404 325 248 735	314 693 237 856	77,8%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	237 716 025 043	187 361 973 369	78,8%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	70 609 443 557	56 313 330 802	79,8%
Ministère des Ressources Animales et Haléutiques	7 189 926 954	5 871 597 159	81,7%
Ministère de la Communication	408 996 418	334 642 493	81,8%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique	27 860 924 856	23 288 172 413	83,6%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	96 919 214 332	82 238 159 492	84,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	62 765 326 197	53 854 393 139	85,8%
Ministère des Eaux et Forêts	16 232 094 486	14 232 066 789	87,7%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 025 950 000	8 103 085 449	89,8%
Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	223 569 775 204	208 648 386 135	93,3%
Ministère d'État, Ministère de la Défense	41 757 000 248	39 319 852 697	94,2%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	36 459 833 944	34 407 924 647	94,4%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	177 301 553 231	169 006 906 819	95,3%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	56 379 774 453	53 904 531 129	95,6%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	663 134 732	651 635 076	98,3%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	20 055 016 073	19 804 441 257	98,8%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	41 146 662 770	40 794 394 890	99,1%
Ministère d'État, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	2 308 774 959	2 302 626 999	99,7%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	349 399 112 156	349 377 985 902	100,0%
Représentation Nationale	1 500 000 000	1 500 000 000	100,0%
Présidence de la République	197 317 052 155	197 317 052 155	100,0%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	80 678 667 256	80 678 667 256	100,0%
Commission Electorale Indépendante	111 000 000	111 000 000	100,0%
Cour de Cassation	250 000 000	250 000 000	100,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	1 000 000 000	100,0%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	8 072 913 762	8 072 913 762	100,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	64 321 029 838	64 321 029 838	100,0%
Ministère des Transports	337 213 314 230	337 213 314 230	100,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	20 535 620 633	20 535 620 633	100,0%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	10 871 998 136	10 871 998 136	100,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	3 539 485 187 309	2 995 863 768 921	84,6%
Dépenses communes	211 811 884 081	6 919 553 814	3,3%
Compte spéciaux	225 768 314 715	225 768 314 715	100,0%
Total Général	3 977 065 386 105	3 228 551 637 450	81,2%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2023

(en FCFA)

DOMAINES	2022	2023	Exécution à fin décembre
	Réalisation	Objectif annuel	
01 Agriculture et développement rural	120 111 938 072	87 248 464 971	124 251 981 381
01.0 Administration générale	23 106 019 043	15 229 808 156	22 550 002 619
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 927 796 582	21 894 857 871	39 970 795 874
01.2 Formation et encadrement	43 871 305 307	34 694 604 346	43 223 946 717
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 359 369 140	7 607 194 598	8 357 060 736
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	9 847 448 000	7 822 000 000	10 150 175 435
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	17 051 541 769	17 393 707 398	14 855 893 411
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 363 709 814	9 681 335 537	9 720 373 079
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	3 701 967 873	2 596 731 403	1 534 846 408
02.2 Pêche et aquaculture	3 985 864 082	5 115 640 458	3 600 673 924
03 Education	1 642 230 073 897	1 674 134 569 012	1 646 020 066 916
03.0 Administration générale	106 548 131 810	104 771 810 380	93 125 757 853
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	630 717 301 744	658 700 022 342	671 216 696 823
03.2 Alphabétisation	458 806 370	660 000 000	246 866 309
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	579 341 251 855	640 586 742 896	615 919 338 737
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	325 164 582 118	269 415 993 394	265 511 407 194
04 Santé	469 366 284 796	640 347 904 075	672 431 154 169
04.00 Administration générale santé	236 131 472 366	286 970 245 048	266 231 288 137
04.01 Système de santé primaire	90 608 100 187	167 454 257 280	177 747 335 646
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 935 706 143	2 100 000 000	5 347 097 729
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	31 581 742 858	73 702 856 966	110 503 518 876
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	31 696 859 340	16 318 459 173	17 523 981 950
04.05 VIH/SIDA	21 662 464 166	40 864 518 862	40 692 981 382
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 749 939 736	52 937 566 746	54 384 950 449
05 Eau et Assainissement	139 677 717 013	140 402 979 771	219 336 972 075
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	69 527 653 657	97 698 330 674	102 674 520 009
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	70 150 063 356	42 704 649 097	116 662 452 066
06 Energie	178 812 789 024	154 682 047 594	171 950 000 000
06.1 Accès à l'électricité	178 812 789 024	154 682 047 594	171 950 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	470 001 503 779	382 661 668 227	333 027 657 586
07.1 Entretien pistes rurales	16 685 284 882	13 958 465 989	16 292 000 000
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	141 353 631 162	85 873 320 155	156 285 715 216
07.3 Autres travaux routiers	311 962 587 735	282 829 882 083	160 449 942 370
08 Affaires Sociales	82 285 150 023	76 079 463 101	102 702 653 855
08.0 Administration générale	15 097 318 422	17 348 574 311	14 914 737 564
08.1 Formations destinées aux femmes	2 099 446 597	3 387 589 666	2 234 215 448
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	29 162 021 469	27 811 274 085	27 826 000 000
08.3 Formation au personnel d'appui	1 495 787 362	1 698 450 843	1 669 700 843
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	34 430 576 173	25 833 574 196	56 058 000 000
09 Décentralisation	120 052 024 056	110 285 002 571	139 080 000 000
09.1 Décentralisation	120 052 024 056	110 285 002 571	139 080 000 000
10 Reconstructions et réhabilitations	20 861 762 143	12 157 507 577	10 998 125 953
10.1 Reconstruction et réhabilitation	822 836 570	2 124 814 737	1 084 772 265
10.2 Habitat et logement sociaux	20 038 925 573	10 032 692 840	9 913 353 688
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	44 924 256 066	22 179 457 544	62 777 761 970
11.1 Promotion et insertion des jeunes	36 551 963 836	17 276 330 557	55 464 000 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	8 372 292 230	4 903 126 987	7 313 761 970
TOTAL	3 305 375 040 638	3 317 572 771 841	3 497 432 267 316

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN DÉCEMBRE 2023

(en FCFA)

ACTIVITES	Objectif annuel 2023 retenu	Total exécution à fin Décembre 2023
PROTECTION SOCIALE	27 073 821 950	31 022 970 593
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 666 000 000	12 236 550 423
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	280 000 000	399 239 800
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	13 200 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	4 927 821 950	5 187 180 370
SANTE	268 835 827 540	270 494 140 212
Personnel santé fonctionnaire	216 160 852 639	220 534 806 362
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	1 050 827 524
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	1 855 491 712
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	2 647 367 409
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 578 750 000	7 166 970 079
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	19 475 000 000	17 641 185 301
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	15 279 105 332	15 186 470 946
Approvisionnement en médicaments	4 657 235 350	4 411 020 879
EDUCATION	647 515 316 083	660 736 539 195
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	18 418 430 190
Education primaire et préscolaire	598 179 229 375	610 541 642 630
Programme de cantines scolaires	1 782 685 800	3 267 658 370
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et malettes pédagogiques	10 850 000 000	12 863 522 271
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	9 349 490 000
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	579 001 898 475	585 060 971 989
Enseignement technique et formation professionnelle	31 838 578 028	31 776 466 375
Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 800 000 000	50 821 694
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	5 640 285 000	8 057 199 997
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	578 293 028	848 444 684
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	22 820 000 000	22 820 000 000
EMPLOI DES JEUNES	5 789 310 020	8 068 588 752
Programme Emploi Jeunes	4 900 000 000	7 000 000 000
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	411 040 000	571 540 000
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	275 407 930
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	221 640 822
TOTAL	949 214 275 593	970 322 238 752

Source : SIGOBE/DGBF